



Décembre 2020

Informez. Mobilisez pour résister. Revendiquez et reconquérir

MASQUÉS MAIS PAS MUSELÉS !

Mercredi 9 décembre 2020, jour du CTR de Réseau (niveau DGFIP), l'intersyndicale à 4 (Solidaires, CGT CFDT et FO) était à Savenay pour contester la fermeture de la trésorerie (transférée à Pontchâteau sauf la mission recouvrement qui part à Saint-Nazaire).



Sur place, nous apprenions que le maire s'était exprimé sur cette fermeture. En effet, il affirme que la DRFiP44 l'a informé, il y a quelques semaines, qu'elle résiliait son bail concernant les locaux de Savenay.

« J'indique que je n'ai pas été associé au déploiement d'un quelconque plan de restructuration de la trésorerie qui de surcroît n'est pas de ma responsabilité. Je prends acte de cette décision de désengagement de l'État sur notre territoire et je le regrette.

J'ai demandé à la directrice régionale des finances publiques de s'assurer, par tous moyens nécessaires, de la continuité du service public auprès de nos concitoyens, notamment ceux qui procèdent aux paiements en espèce de leur impôt ou des prestations communales comme la cantine scolaire par exemple. La direction régionale des finances publiques a assuré qu'elle mettrait en place un dispositif adapté. Celle-ci serait dès maintenant, bien inspirée d'expliquer aux habitants quelles sont les alternatives proposées avant la fermeture de la trésorerie programmée en début d'année 2021 ».

La DRFiP44 nous affirme souvent qu'elle a le soutien des élus : elle considère que c'est ça l'appui d'un élu ????

A FO, on appelle ça lui forcer la main !



DIALOGUE SOCIAL SUSPENDU

- ✗ Destruction programmée du réseau des délégations d'action sociale,
- ✗ Destruction de la politique sociale au travers de la remise en question du fonctionnement des associations ALPAF, EPAF et AGRAF,
- ✗ Fermeture de restaurants financiers sur l'ensemble du territoire sans la moindre concertation,

✗ Vente de tout ou partie des résidences EPAF, etc
Ceci n'est qu'un bref aperçu du désengagement massif de Bercy en matière d'action sociale, sans parler du « zéro » dialogue social !

Les représentants du personnel des fédérations syndicales Solidaires, CGT et FO considèrent qu'ils ne sont plus ni écoutés ni entendus, démontrant un réel mépris à l'égard de tous les personnels du Ministère. Leur rôle est totalement nié : il n'y a qu'à voir le chantier sur les réseaux d'action sociale dont les organisations syndicales sont exclues. Refusant que le CNAS ne soient qu'une chambre d'enregistrement les syndicats ont décidé de boycotter cette instance ! [Lire ici.](#)



RETRAITE À POINTS = TOUJOURS DE LA RETRAITE EN MOINS

Le Conseil d'Orientation des Retraites a publié son rapport annuel fin novembre.

Selon ce rapport :

- À l'horizon 2030, la croissance reviendrait au niveau d'avant la crise.
- En 2070, la part des dépenses de retraite dans le PIB, (qui est selon le COR le seul ratio à retenir pour évaluer la situation financière des retraites), rejoindrait la tendance à la baisse anticipée avant la crise,
- Ce rapport alerte sur le niveau de vie des retraités comme conséquence des récentes réformes destinées à réaliser des économies sur les prestations sociales qui devrait diminuer à long terme, pour revenir progressivement à son niveau des années 1980.

Pour FO, au vu de ces projections et conclusions, les mesures tendant à réduire les dépenses, via la réforme des retraites, non seulement s'imposent d'autant moins (face à un déficit essentiel conjoncturel) mais aggraveraient la situation des générations à venir quant au droit à la retraite. En conséquence, FO met en garde contre toute velléité de reculer l'âge de départ en retraite, en particulier à un moment où la préoccupation doit être celle de préserver les emplois et de permettre l'accès à celles et ceux qui en sont dépourvus, notamment les jeunes.

FO rappelle sa détermination à défendre un système de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel, ainsi qu'à conforter et améliorer les dispositions du système actuel et ses régimes, afin de garantir un haut niveau de pensions à toutes et tous.

FO réaffirme à cet égard sa détermination à empêcher le retour du projet de système universel par points !

